

*Le développement*  
Histoire d'une croyance occidentale

*3<sup>e</sup> édition revue et augmentée*

*Gilbert Rist*



SCIENCES PO

LES PRESSES

Extrait de la publication

*Le développement*

**SCIENCES PO**  
LES PRESSES

## Du même auteur

---

*Il était une fois le développement* (avec Fabrizio Sabelli et al.), Lausanne, Éditions d'En Bas, 1986, 155 p.

*La mythologie programmée. L'économie des croyances dans la société moderne* (avec Marie-Dominique Perrot et Fabrizio Sabelli), Paris, PUF, coll. « Économie en liberté », 1992, 217 p.

*Le Nord perdu. Repères pour l'après-développement* (avec Majid Rahnema et Gustavo Esteva), Lausanne, Éditions d'En Bas, coll. « Forum du développement », 1992, 174 p.

*La culture, otage du développement ?* (sous la direction de Gilbert Rist), Paris, EADI/L'Harmattan, coll. « L'Homme et la société », 1994, 192 p.

*La mondialisation des anti-sociétés. Espaces rêvés et lieux communs* (sous la direction de Gilbert Rist), Les Nouveaux Cahiers de l'IUED, 6, Genève, IUED, Paris, PUF, 1997, 221 p.

Traductions :

*The History of Development. From Western Origins to Global Faith*, Zed Books London & New York, UCT, Cape Town, 1999 [1997], 276 p.

*Lo sviluppo. Storia di una credenza occidentale*, Turin, Bollati Boringhieri, 1997, 316 p.

*El desarrollo : historia de una creencia occidental*, Madrid, La Catarata, 2002.

*Le développement*

*Histoire d'une croyance  
occidentale*

Gilbert Rist

3<sup>e</sup> édition revue et augmentée

**SCIENCES PO**  
LES PRESSES

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

*Le développement. Histoire d'une croyance occidentale* / Gilbert Rist – 3<sup>e</sup> édition revue et augmentée – Paris : Presses de Sciences Po, 2007.

ISBN 978-2-7246-1048-2

RAMEAU :

- développement économique
- progrès : philosophie
- civilisation occidentale

DEWEY :

- 303.3 : Processus sociaux. Changements sociaux

Public concerné : Tout public

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2007, PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

---

# SOMMAIRE

<i>Préface à la troisième édition</i>	9
<i>Préface à la deuxième édition</i>	11
<i>Introduction</i>	17
<i>Chapitre 1 /</i> <b>DÉFINITION</b>	27
La pensée ordinaire	27
Précautions méthodologiques	29
Éléments d'une définition	34
Une définition scandaleuse ?	44
Le « développement » comme élément de la religion moderne	48
<i>Chapitre 2 /</i> <b>LES MÉTAMORPHOSES D'UN MYTHE OCCIDENTAL</b>	55
Les conséquences implicites de la métaphore	56
Repères pour l'interprétation occidentale de l'histoire	60
Conclusion	84
<i>Chapitre 3 /</i> <b>LES PRÉMICES DE LA MONDIALISATION</b>	91
La colonisation	93
La Société des nations et le système des mandats	109
Conclusion	122
<i>Chapitre 4 /</i> <b>L'INVENTION DU DÉVELOPPEMENT</b>	127
Le « Point IV » du président Truman	128

	Une nouvelle vision du monde :	
	le « sous-développement »	133
	L'hégémonie états-unienne	137
	Une structure paradigmatique nouvelle	140
	L'ère du « développement »	142
<i>Chapitre 5 /</i>	<b>LA MISE EN PLACE DE LA DOCTRINE</b>	
	ET DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES	147
	La conférence de Bandoeng	149
	Les nouvelles institutions internationales de « développement »	160
<i>Chapitre 6 /</i>	<b>LA MODERNISATION ENTRE HISTOIRE</b>	
	ET PROPHÉTIE	169
	Une philosophie de l'histoire	171
	Anticommunisme ou marxisme sans Marx ?	180
	Les voix dissidentes	186
<i>Chapitre 7 /</i>	<b>LES PÉRIPHÉRIES ET L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE</b>	195
	Le néo-marxisme aux États-Unis	198
	Les <i>dependentistas</i> latino-américains	201
	Un nouveau paradigme mais des présupposés anciens	207
	Annexe	215
<i>Chapitre 8 /</i>	<b>L'AUTONOMIE SOCIALE : LE PASSÉ COMMUN</b>	
	COMME MODÈLE DE L'AVENIR	219
	<i>Ujamaa</i> ou l'expérience tanzanienne	223
	Les principes de la <i>self-reliance</i>	237
	Conclusion	240
<i>Chapitre 9 /</i>	<b>LE TRIOMPHE DU TIERS-MONDISME</b>	247
	Le Nouvel ordre économique international	252

	Une voie originale :	
	le rapport Dag Hammarskjöld (1975)	271
	La queue de la comète	276
	L'approche des « besoins fondamentaux »	284
	Conclusion	296
<i>Chapitre 10 /</i>	<b>L'ENVIRONNEMENT OU LA NOUVELLE NATURE</b>	
	DU « DÉVELOPPEMENT »	299
	Retour à l'économie classique et supplément d'âme humanitaire	299
	« Développement durable » ou croissance éternelle ?	312
	Le Sommet de la Terre	329
	Conclusion	336
<i>Chapitre 11 /</i>	<b>LE MÉLANGE DU RÉALISME</b>	
	ET DES BONS SENTIMENTS	345
	La Commission Sud	346
	Le PNUD et le « développement humain »	357
<i>Chapitre 12 /</i>	<b>LA GLOBALISATION COMME SIMULACRE</b>	
	DU « DÉVELOPPEMENT »	369
	De l'utilité des malentendus	372
	La globalisation, ultime espoir de réaliser le « développement » ?	387
	La réalité virtuelle comme refuge de la croyance	391
<i>Chapitre 13 /</i>	<b>DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ</b>	
	AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE	
	POUR LE DÉVELOPPEMENT	395
	Où est le problème ?	400
	Qu'est-ce qu'un pauvre ?	402
	Intervenir tous azimuts	404

Les Objectifs du millénaire :	
le « développement » en miettes	406
L'aide au « développement » :	
la manipulation des chiffres	412
Conclusion	416
<b>Chapitre 14 / AU-DELÀ DU « DÉVELOPPEMENT » :</b>	
DE LA DÉCROISSANCE AU CHANGEMENT	
DE PARADIGME ÉCONOMIQUE	417
Les objecteurs de croissance et les « fidèles	
du développement »	418
La « science » économique :	
un paradigme obsolète	426
Conclusion	437
<i>Conclusion</i>	439
Le constat	440
L'« après développement »	443
L'épuisement du paradigme économique :	
croire ou savoir ?	450
<i>Bibliographie</i>	457
<i>Index des noms de personnes</i>	477

## *Préface à la troisième édition*

---

On pouvait penser, voici dix ans, que le « développement » allait s'essouffler et que l'avenir de la planète et de ses habitants serait désormais envisagé de façon plus pragmatique ou plus « réaliste », loin des illusions entretenues par le mythe du progrès et des présupposés obsolètes sur lesquels se fonde la doctrine économique dominante.

Or, il n'en est rien. Même si les préoccupations écologiques tempèrent l'optimisme qui prévalait naguère, il reste que, au Nord comme au Sud, à gauche comme à droite de l'échiquier politique, la croissance économique constitue toujours la panacée universellement prescrite pour améliorer le sort de tous, ce qui ne fait qu'accroître les risques climatiques dont on s'inquiète et les inégalités que l'on prétend vouloir réduire. La minorité qui contrôle le système et qui en profite n'a donc aucun intérêt à le remettre en cause et se contente d'affirmer – en dépit de toute évidence – que la richesse est généralisable à tous. Il suffit de parvenir à le faire croire pour que l'injustice soit tenue pour temporaire.

Cela dit, les préoccupations pour l'état de la planète et de ses habitants se font toujours plus pressantes et, quoique le « développement » ne soit plus aussi fréquemment invoqué qu'autrefois, il prend des formes nouvelles qui vont des « Objectifs du millénaire pour le développement », censés réduire de moitié la pauvreté extrême d'ici l'an 2015, à l'intérêt porté aux « biens publics mondiaux » que l'on voudrait soustraire aux lois du marché. En marge du courant dominant, la croissance elle-même fait désormais l'objet d'un débat, assez timide lorsqu'il s'agit simplement de dénoncer l'impossibilité de sa prolongation illimitée, et un peu plus audacieux de la part de ceux qui se regroupent dans le camp de la décroissance.

Certains « néo-développementistes » s'efforcent toujours d'entretenir la croyance en un « autre développement » qui, au nom du « progrès social » réaliserait enfin l'utopie socialiste, démocratique et participative née au XIX<sup>e</sup> siècle, tandis que d'autres préparent résolument l'« après-développement ». Autant de nouvelles approches qu'il convenait de discuter tout en élargissant et en précisant des critiques déjà anciennes formulées à l'encontre du paradigme économique dominant : la vision du monde, particulièrement réductrice, qu'il impose n'est-elle pas à l'origine de l'impasse où se sont fourvoyées la plupart des sociétés contemporaines ?

La refonte de la maquette de la collection dans laquelle cet ouvrage est publié a donc permis d'ajouter un nouveau chapitre consacré à ces questions aujourd'hui largement débattues, et de transformer la postface de la précédente édition en un véritable chapitre. Enfin, certaines statistiques ont été remises à jour, quelques digressions qui ne paraissaient pas indispensables ont été supprimées et la conclusion largement revue.

Je suis conscient que ces remaniements compliqueront la tâche des personnes qui me font l'honneur de commenter mes prises de position – pour les approuver ou pour les contester – puisque ce nouveau texte diffère sensiblement du précédent, notamment dans sa dernière partie. Mais je ne pouvais laisser passer l'occasion de m'exprimer sur les débats en cours, d'autant plus que j'y suis fréquemment pris à témoin. Cela dit, que le lecteur se rassure : mes convictions n'ont pas varié. Pour moi, la critique du « développement » reste nécessaire, tant que ce mot-fétiche continuera d'être utilisé pour susciter des espoirs infondés.

Gilbert Rist, octobre 2007

## Préface à la deuxième édition

---

Depuis qu'il est paru, voici cinq ans, cet ouvrage suscite des controverses. Comment ne pas s'en réjouir ? Si la modestie contraint à ignorer ceux qui l'ont trouvé salutaire parce qu'il s'attache à montrer le « développement » tel qu'il est plutôt que tel qu'il devrait être, les critiques se partagent en deux camps.

Il y a d'abord ceux qui supportent mal que l'on ternisse l'immense espoir suscité par le « développement » en décrivant sans complaisance les pratiques qu'il a justifiées et qui se réduisent, peu ou prou, à l'extension planétaire du marché<sup>1</sup>. Mais pourquoi serait-il inconvenant de reconnaître que les plus nobles causes ont souvent entraîné des conséquences dramatiques ? Pour ne prendre qu'un seul exemple, ceux qui avaient rêvé de la société sans classe où la richesse serait distribuée « à chacun selon ses besoins » – comme l'espérait Marx – se sont réveillés non seulement avec les Soviets et l'électricité, annoncés par Lénine, mais aussi avec la pénurie et le goulag. Si l'histoire a permis de distinguer clairement entre le communisme idéologique et le « socialisme réel », pourquoi ne pas faire de même en montrant l'écart qui sépare l'espérance d'un bonheur généralisé des pratiques concrètes qui, au nom du « développement », accroissent les inégalités et imposent l'omni-marchandisation du monde ?

Il y a ensuite ceux qui se sont dévoués sans compter pour améliorer le sort des autres – en remportant, parfois, quelques succès – et

---

1. Cf. *Serge Latouche*, Les dangers du marché planétaire, coll. « La Bibliothèque du citoyen », Paris, Presses de Sciences Po, 1998, 132 p.

qui redoutent qu'en proclamant la fin du « développement » on ne contribue à réduire encore l'aide dont les pays pauvres, toujours aussi nombreux, ont un si grand besoin. L'aspiration au « développement » ou au mieux-être n'est-elle pas légitime ? À ceux-là, il faut rappeler que cet ouvrage ne prétend ni juger la coopération au « développement » ni condamner l'aide internationale. Toutefois, si nécessaires soient-elles, ces actions resteront toujours marginales au regard des multiples mesures imposées par l'implacable logique du système économique. La philanthropie n'est pas en cause, mais ce n'est pas d'elle que dépend en premier lieu le sort des plus malheureux du Sud comme du Nord. Les décisions ne sont-elles pas d'abord politiques ? La misère n'est-elle pas d'abord créée par la guerre ou par les régimes dictatoriaux (en Afrique), par des politiques économiques délirantes (dans l'ex-URSS), par la spéculation financière (en Asie), par le refus des réformes agraires (en Amérique latine) et par des politiques fiscales qui réduisent les capacités redistributives de l'État (en Europe et aux États-Unis) ? N'est-ce pas sur ces plans-là qu'il faut agir d'abord, plutôt que de pallier, après coup, les effets de politiques injustes ? Sans doute est-il bon de faire l'un et l'autre, mais sans inverser les priorités, sous peine d'agir en vain.

La première édition avait été publiée à l'époque où la « mondialisation heureuse<sup>2</sup> » régnait sans partage sur la pensée dominante, ce qui faisait passer pour d'autant plus utopique – au sens d'irréaliste – les pages conclusives de cet ouvrage. Depuis lors, certains événements, d'inégale ampleur, ont quelque peu remis en cause l'euphorie de naguère.

---

2. Cf. *Alain Minc*, *La mondialisation heureuse*, Paris, Plon, 1997, 260 p.

Il y eut d'abord, en 1997, la crise financière asiatique qui s'est amplifiée en été 1998, entraînant dans son sillage une économie russe à la dérive. On découvrit alors que les marchés – et particulièrement les marchés financiers –, loin d'allouer toujours les ressources de manière rationnelle, pouvaient engendrer aussi des catastrophes. L'alerte fut chaude, mais ne suffit pas à ébranler les certitudes : l'injection rapide de quelques dizaines de milliards de dollars dans le système permit de lui rendre sa vigueur (sauf peut-être en Asie et surtout au Japon, mais pour d'autres raisons).

Il y eut ensuite l'émergence du mouvement altermondialiste qui suscita de vastes manifestations, souvent violentes, lors des réunions des partisans de la libéralisation : contre l'OMC à Genève, en 1998, puis à Seattle, en 1999, contre le Forum de Davos en 2001 et enfin contre la réunion du G8 à Gênes, en août 2001. Sans oublier la figure médiatique de José Bové et le succès d'une association comme Attac<sup>3</sup> qui réclame la taxation des mouvements spéculatifs de capitaux pour financer... le « développement » des pays du Sud. Ces vastes coalitions ont beau regrouper des intérêts parfois contradictoires, elles ne sont pas moins porteuses d'espoir puisqu'elles manifestent un réveil des consciences face aux « impasses de la modernité<sup>4</sup> ». Que les protagonistes de la « liberté » soient désormais contraints de se claquemurer pour discuter sous la protection des forces de l'ordre (parfois plus violentes que ceux qui les provoquent) n'est pas le moindre paradoxe de la situation. Même si l'on est toujours

---

3. *Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens et citoyennes.*

4. *Christian Comeliau, Les impasses de la modernité. Critique de la marchandisation du monde, Paris, Le Seuil, coll. « Économie humaine », 2000, 265 p.*

plus frappé par la violence physique que par la violence symbolique qui la déclenche...

Enfin, en cet automne 2001, comment ne pas évoquer les attentats terroristes qui ont endeuillé les États-Unis ? Même si, aujourd'hui, il est impossible de savoir exactement qui sont ceux qui les ont perpétrés, ni les raisons de leur geste, ni les complicités possibles dont ils ont pu bénéficier. Actes injustifiables et condamnables. Mais comment ne pas les interpréter aussi comme une conséquence de la mondialisation, dont ils manifestent la face cachée et exécrationnelle ? Le « sans-frontiérisme » n'est pas seulement humanitaire, et les miracles attendus de la globalisation des réseaux peuvent aussi tourner au cauchemar. De plus, comment éviter de s'interroger sur les origines du terrorisme avant de chercher à lutter – avec raison – contre lui ? Il est en effet vain de combattre des concepts abstraits, qu'il s'agisse de la pauvreté ou du terrorisme. Mais il est tout aussi inadmissible et inexcusable de s'en prendre à l'Afghanistan tout entier sous prétexte que le chef présumé du réseau terroriste y serait dissimulé. Cela dit, les kamikazes ne sortent pas de nulle part. S'ils ne sont pas tous, personnellement, issus des milieux les plus défavorisés, c'est pourtant la cause de ceux-ci qu'ils prétendent défendre, comme en témoignent les cibles choisies. Il faut tenir en horreur tous les fanatismes, mais cela ne les fait pas disparaître. Ils sont la conséquence d'un endoctrinement si fort et d'un désespoir si grand qu'aucune vie, ni la sienne ni celle des autres, n'a plus d'importance. Or, ceux que désespèrent l'inégale répartition des richesses et le cynisme des puissants ne risquent-ils pas de se multiplier ?

Cela dit, cette crise est survenue sur un fond de morosité économique générale et n'a fait que l'aggraver. Tout va donc être mis en œuvre – les récentes déclarations du président des États-Unis le montrent – pour « relancer la croissance », au nom de l'emploi,

de la santé boursière... ou des échéances électorales. Peut-être y parviendra-t-on, comme après la crise financière de la fin des années quatre-vingt-dix. Mais, à moyen terme, il faudra affronter un problème autrement plus grave : celui de la compatibilité entre la croissance et les atteintes à l'environnement. Longtemps, on a voulu se persuader que les dégâts écologiques n'étaient qu'un mal regrettable mais nécessaire, justifié par les bienfaits que procurent la croissance et le « développement ». On a traité les deux phénomènes comme s'ils étaient séparés, ou conciliables. Cela n'est désormais plus possible. Non seulement le recours immodéré aux ressources non renouvelables – seule recette disponible pour assurer l'existence des sociétés industrielles – multiplie les pollutions de toutes sortes, mais il semble de plus en plus vraisemblable que la fréquence et l'ampleur des catastrophes « naturelles<sup>5</sup> » et des désordres climatiques (inondations, cyclones, incendies de forêts, désertification, etc.) qui s'abattent sur le monde, et qui s'ajoutent à la vulnérabilité technologique des sociétés industrialisées, constituent une conséquence de l'activité humaine. La croyance au « développement » n'est donc plus seulement critiquable parce qu'elle sert à justifier un accroissement démesuré des inégalités sociales ; elle est devenue dangereuse parce qu'elle compromet l'avenir de tous. Faute de s'en être débarrassé à temps, c'est sous la pression des catastrophes qu'elle contribue à

---

5. Il faut utiliser ce terme avec précaution. Comme le démontre Bruno Latour, il existe désormais des « quasi-objets » qui n'existent qu'à cause des interventions de l'homme sur la nature (le trou d'ozone, l'effet de serre, etc.) et qui déterminent les politiques nationales et internationales (Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique, Paris, La Découverte, 1991, 213 p.).

déclencher qu'il faudra repenser les modalités de la vie sociale et les fondements de la « science » économique<sup>6</sup>.

Cette nouvelle édition a été l'occasion de mettre à jour certaines données, et surtout de corriger quelques erreurs dont la plupart m'ont été signalées par Patrick Camiller ; je tiens donc à rendre hommage à sa compétence et à l'extrême minutie avec laquelle il assura la traduction anglaise de cet ouvrage.

Gilbert Rist, octobre 2001

---

6. Pratiques de la dissidence économique. Réseaux rebelles et créativité sociale (*Yvonne Preiswerk et Fabrizio Sabelli, dir.*), *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, 7, Genève-Paris, IUED-PUF, 1998, 202 p.

# Introduction

---

La force du discours sur le « développement » tient à la séduction qu'il exerce. Dans tous les sens du terme : charmer, plaire, fasciner, faire illusion, mais aussi abuser, détourner de la vérité, tromper. Comment ne pas succomber à l'idée qu'il existerait une manière d'éliminer la pauvreté qui dérange ? Comment oser penser, simultanément, que le remède pourrait aggraver le mal que l'on veut combattre ? Ulysse, déjà, devait boucher les oreilles de ses compagnons et s'attacher lui-même au mât de son bateau pour ne pas céder aux chants des sirènes... Tel est le prix inaugural à payer pour sortir victorieux de l'épreuve qui consiste à examiner lucidement l'histoire du « développement ».

Pourquoi a-t-on pu estimer qu'il était nécessaire et urgent de tout mettre en œuvre pour hâter le processus de « développement » – censé favoriser la prospérité des pays du Nord comme du Sud – alors que, pendant des siècles, personne ou presque ne s'était avisé de soulager, par des mesures structurelles, la misère des autres, surtout lorsque ceux-ci habitaient d'autres continents ? Quelle est l'origine de cette tâche collective, sans cesse critiquée pour ses insuccès, mais dont le bien-fondé ne peut apparemment pas être remis en question ? Comment s'y retrouver dans les multiples débats qui, depuis bientôt six décennies, tentent d'apporter une solution aux problèmes que pose le dénuement de la majorité face à l'opulence de la minorité ? Comment expliquer ce phénomène qui mobilise non seulement les espoirs de millions de personnes mais aussi des ressources financières considérables et qui pourtant semble s'éloigner, tel l'horizon, à mesure qu'on croit s'en approcher ?

Telles sont quelques-unes des questions auxquelles cet ouvrage prétend répondre. Non pas pour ajouter une théorie supplémentaire

à toutes celles qui ont été formulées jusqu'ici. Mais pour interroger l'évidence qui entoure une notion censée emporter l'adhésion unanime et dont on a sans doute oublié qu'elle était construite à l'intérieur d'une histoire et d'une culture particulières. La perspective est donc historique ou génétique, car il faut replacer dans la longue durée les enchaînements successifs au fil desquels la « communauté internationale » a consacré au « développement » la place centrale qu'il occupe aujourd'hui. D'où la nécessité de remonter aux origines lointaines d'une notion qui passe trop souvent pour moderne sous prétexte que les pratiques qui en découlent ont vu le jour au milieu du xx<sup>e</sup> siècle. D'où aussi l'importance accordée à la continuité du discours par-delà les controverses qui l'ont marqué et qui ont pu faire croire que chaque nouvelle approche correspondait à une conception originale, innovatrice et différente de toutes celles qui l'avaient précédée.

Toute perspective implique un point de vue qu'il convient de définir pour dissiper l'illusion de l'objectivité ou de l'exhaustivité. Pour ce qui concerne cette dernière, il n'était pas question de discuter l'une après l'autre les multiples théories qui ont alimenté le débat sur le « développement » depuis la seconde guerre mondiale<sup>1</sup>. Il s'agissait

---

1. On pourra se reporter aux divers ouvrages consacrés à la question, parmi lesquels : Christian Comeliau, *Les relations Nord-Sud, Paris, La Découverte, 1991, 124 p.* ; Elsa Assidon, *Les théories économiques du développement, Paris, La Découverte, 1992, 124 p.* ; André Guichaoua, Yves Goussault, *Sciences sociales et développement, Paris, Armand Colin, 1993, 190 p.* ; Catherine Choquet, Olivier Dollfus, Étienne Le Roy et Michel Vernières, *État des savoirs sur le développement. Trois décennies de sciences sociales en langue française, Paris, Karthala, 1993, 229 p.* ; Louis Baeck, *Post-War Development Theories and Practice, Paris, UNESCO et The International Social Science Council, 1993, 139 p.*

plutôt d'identifier les « grands textes » qui, à chaque période, ont prétendu proposer une solution originale pour en faire apparaître la logique. Quant à l'objectivité, on sait qu'elle ne constitue qu'une vaine poursuite tant qu'on se refuse à reconnaître que l'objet est toujours construit par celui qui l'observe. À cet égard, le cas du « développement » a valeur d'exemple. Les représentations qui lui sont associées et les pratiques qu'il entraîne varient d'un extrême à l'autre selon que l'on adopte le point de vue du « développeur », engagé à faire advenir le bonheur qu'il espère pour les autres, ou celui du « développé », contraint de modifier ses relations sociales et son rapport à la nature pour entrer dans le monde nouveau qu'on lui promet. Sans parler du technocrate chargé de rédiger un texte manifestant l'originalité de l'institution qui l'emploie, ni du chercheur décidé à prouver que les paramètres qu'il a retenus sont les seuls capables de rendre compte du phénomène qu'il étudie.

Affirmer d'emblée que cet ouvrage se situe dans une perspective critique est donc le moindre des avertissements que l'on doit au lecteur. À condition d'entendre le terme dans son sens kantien de « libre et public examen » et non pas dans le sens ordinaire de « jugement défavorable ». Entre les deux, la différence est en effet considérable. Or, ce qui importe en l'occurrence, c'est de ne pas céder aux appréciations toutes faites qui relèvent des présupposés de la pensée ordinaire et qui obligent à tenir pour acquis que le « développement » existe, qu'il fait l'objet d'une définition univoque, qu'il a une valeur positive et qu'il est souhaitable, voire nécessaire<sup>2</sup>.

---

2. Ce point a été particulièrement bien mis en évidence par Marie-Dominique Perrot, « Passager clandestin et indispensable du discours : le présupposé », dans Gilbert Rist, Fabrizio Sabelli (dir.), *Il était une fois le développement...*, Lausanne, Éditions d'En Bas, 1986, p. 71-91.